

6. Un plan intitulé «Civil — Travaux publics — Barrage — Remblai — Plans et coupes», signé et scellé le 18 août 1996 par Claude Chartrand, ingénieur;

7. Un plan intitulé «Civil — Travaux publics — Barrage — Instrumentation — Plans et coupes», signé et scellé le 18 août 1996 par Claude Chartrand, ingénieur;

8. Un devis technique intitulé «Restauration des ouvrages hydrauliques et hydroélectriques — Barrage en terre — section F — Devis technique» signé et scellé le 18 août 1996 par Claude Chartrand, ingénieur;

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par un comité de trois ingénieurs du Service de la gestion et de la protection des systèmes hydriques de la Direction de l'hydraulique du ministère de l'Environnement et de la Faune et considérés acceptables;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE conformément aux dispositions des articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), l'approbation des plans susmentionnés soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963 et à la condition particulière suivante:

— La requérante paiera au ministère de l'Environnement et de la Faune un montant de 14 609 \$ comme honoraires d'approbation;

QUE la présente approbation prenne effet à la date du paiement des honoraires par la requérante.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

26260

Gouvernement du Québec

Décret 1104-96, 4 septembre 1996

CONCERNANT la nomination de monsieur Jacques Lesage à titre de président du comité paritaire et conjoint institué pour l'association représentant les employés assujettis aux conditions de travail des agents de conservation de la faune

ATTENDU QU'en vertu de l'article 71 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), un comité paritaire et conjoint est institué pour chaque association accréditée qui représente un ou plusieurs groupes de salariés visés au paragraphe 4^o de l'article 64 de cette loi;

ATTENDU QUE cet article prévoit également que ce comité est composé d'un président, qui est nommé par le gouvernement après consultation de l'association concernée;

ATTENDU QUE les agents de conservation de la faune sont un groupe de salariés visés au paragraphe 4^o de l'article 64 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à la nomination du président du comité paritaire et conjoint institué pour l'association représentant les employés assujettis aux conditions de travail des agents de conservation de la faune et de prévoir ses honoraires et les modalités de remboursement de ses déboursés;

ATTENDU QUE l'association concernée a été consultée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE monsieur Jacques Lesage soit nommé président du comité paritaire et conjoint institué pour l'association représentant les employés assujettis aux conditions de travail des agents de conservation de la faune, pour la période du 15 juin 1996 au 14 juin 1997;

QUE les honoraires de monsieur Jacques Lesage, à titre de président de ce comité paritaire et conjoint, soient fixés à 80,00 \$ l'heure jusqu'à concurrence de 15 000,00 \$, incluant tous les frais reliés à ses déplacements;

QUE le remboursement de ses frais de déplacement, y compris de séjour, de repas et de stationnement, soit effectué conformément à la directive 7-74 du Conseil du trésor et qu'aucuns honoraires professionnels ne lui soient versés lors de ses déplacements dans un rayon de 325 kilomètres de sa principale place d'affaires.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

26261

Gouvernement du Québec

Décret 1105-96, 4 septembre 1996

CONCERNANT monsieur Albert Leblanc, membre du conseil d'administration et président de la Société québécoise de récupération et de recyclage

ATTENDU QUE monsieur Albert Leblanc a été nommé membre du conseil d'administration et président de la Société québécoise de récupération et de recyclage par le décret 1681-94 du 30 novembre 1994, modifié par le décret 1123-95 du 23 août 1995, pour un mandat de cinq

ans qui viendra à expiration le 4 décembre 1999 et qu'il y a lieu de modifier ses conditions d'emploi à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE les conditions d'emploi de monsieur Albert Leblanc, membre du conseil d'administration et président de la Société québécoise de récupération et de recyclage, annexées au décret 1681-94 du 30 novembre 1994, modifié par le décret 1123-95 du 23 août 1995, soient modifiées de nouveau en remplaçant, à l'article 4.4 intitulé «Allocation de séjour», le mot et les chiffres «31 août 1996» par le mot et les chiffres «4 décembre 1999»;

QUE le présent décret ait effet depuis le 1^{er} septembre 1996.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

26262

Gouvernement du Québec

Décret 1106-96, 4 septembre 1996

CONCERNANT les présidents et présidents suppléants des comités de discipline des ordres professionnels

ATTENDU QUE, par le décret 866-93 du 16 juin 1993, le gouvernement a nommé les membres et présidents de comités de discipline des ordres professionnels, pour un mandat de trois ans qui prenait fin le 15 juin 1996;

ATTENDU QUE, par le décret 867-93 du 16 juin 1993, le gouvernement a constitué une liste d'avocats pouvant agir à titre de présidents suppléants des comités de discipline des ordres professionnels pour un mandat de trois ans qui prenait fin le 15 juin 1996;

ATTENDU QUE, par le décret 751-96 du 19 juin 1996, le gouvernement a désigné les membres et présidents de comités de discipline des ordres professionnels, pour un mandat d'un an à compter du 19 juin 1996;

ATTENDU QUE, par le décret 752-96 du 19 juin 1996, le gouvernement a constitué une liste d'avocats pouvant agir à titre de présidents suppléants des comités de discipline des ordres professionnels, pour un mandat d'un an à compter du 19 juin 1996;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE les décrets 751-96 du 19 juin 1996 et 752-96 du 19 juin 1996 soient modifiés par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants:

«QUE, malgré l'expiration et le non-renouvellement de leur mandat, les personnes qui agissaient à titre de membres et présidents ou présidents suppléants de comités de discipline d'un ou de plusieurs ordres professionnels puissent continuer à instruire une affaire dont elles avaient été saisies avant la date d'adoption du présent décret et en décider;

QUE les personnes désignées ci-dessus puissent, dans l'hypothèse où leur mandat d'un an ne serait pas renouvelé au terme de cette période, continuer à instruire une affaire dont elles auront été saisies avant la date d'adoption du décret ayant pour objet de pourvoir à leur remplacement et en décider»;

QUE le présent décret ait effet depuis le 19 juin 1996.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

26263

Gouvernement du Québec

Décret 1107-96, 4 septembre 1996

CONCERNANT un transfert des crédits relatifs à la direction «Communication-Québec»

ATTENDU QUE la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et modifiant d'autres dispositions législatives (1996, c. 21) a été sanctionnée le 20 juin 1996;

ATTENDU QUE les fonctions dévolues à la direction «Communication-Québec» ont été confiées au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration par le paragraphe 8^o de l'article 11 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 68 de cette loi, les fonctions dévolues à la direction «Communication-Québec» ont été supprimées de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., c. S-6.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 73 de cette loi, les membres du personnel du Conseil du trésor mis à la disposition du ministre responsable de l'application de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et affectés à la direction «Communication-Québec» deviennent, sans autre formalité, les membres du personnel du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration;